

| | |
|---------------------------|------------------------------|
| Cote du document: | <u>EB 2009/97/R.18/Rev.1</u> |
| Point de l'ordre du jour: | <u>11 b) ii)</u> |
| Date: | <u>15 septembre 2009</u> |
| Distribution: | <u>Publique</u> |
| Original: | <u>Anglais</u> |

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don supplémentaires en faveur de la République de l'Ouganda et de modification de l'accord de financement

Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

Marian Bradley

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2326

courriel: m.bradley@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Recommandation pour approbation | iii |
| Carte de la zone du programme | iv |
| Résumé du financement | v |
| I. Le programme | 1 |
| A. Principal créneau de développement visé par le programme | 1 |
| B. Financement proposé | 1 |
| C. Groupe cible et participation | 2 |
| D. Objectifs de développement | 3 |
| E. Harmonisation et alignement | 4 |
| F. Composantes et catégories de dépenses | 4 |
| G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats | 4 |
| H. Avantages et justification économique et financière | 5 |
| I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement | 6 |
| J. Principaux risques | 6 |
| K. Durabilité | 6 |
| II. Instruments juridiques et autorité | 7 |
| III. Recommandation | 7 |
| | |
| Annexe | |
| Financing Agreement (Accord de financement) | 8 |
| | |
| Appendices | |
| I. Key reference documents (Principaux documents de référence) | 1 |
| II. Logical framework (Cadre logique) | 2 |

Sigles et acronymes

| | |
|------|--|
| PAAD | Programme d'appui à l'aménagement des districts |
| PICL | Plan d'investissement dans les collectivités locales |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République de l'Ouganda pour le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts ainsi que la modification de l'accord de financement du programme existant, telles qu'elles figurent au paragraphe 39.

Carte de la zone du programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Ouganda

Prêt et don supplémentaires pour le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts

Résumé du financement

| | |
|---|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République de l'Ouganda |
| Organisme d'exécution: | Ministère des collectivités locales et conseils et administrations de 13 districts |
| Coût total du programme: | 51,17 millions d'USD |
| Montant du prêt supplémentaire du FIDA: | 11,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 18 millions d'USD) |
| Montant du don supplémentaire du FIDA: | 1,29 million de DTS (équivalant approximativement à 2 millions d'USD) |
| Conditions du prêt du FIDA: | 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an |
| Montant initial du prêt du FIDA: | 18,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,44 millions d'USD) |
| Montant initial du don du FIDA: | 280 000 DTS (équivalant approximativement à 400 000 USD) |
| Contribution de l'emprunteur: | 2,73 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 0,60 million d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Proposition de prêt et de don supplémentaires en faveur de la République de l'Ouganda pour le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts et de modification de l'accord de financement

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts, approuvé en décembre 2006, s'appuie sur les excellents résultats obtenus par le programme d'appui à l'aménagement des districts (PAAD), exécuté entre 1998 et 2006, et reproduit maintenant à plus grande échelle, dans 13 districts, l'approche adoptée par le PAAD pour lutter contre la pauvreté.
2. Le prêt et le don initialement approuvés par le FIDA pour le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts sont entrés en vigueur le 24 octobre 2007 et le programme est en phase d'exécution depuis 20 mois. Tirant profit de l'expérience de la supervision directe, le FIDA a su s'adapter rapidement à la situation locale, en ajustant la conception du programme et en fournissant un financement supplémentaire.
3. Le programme est exécuté par l'entremise du système des collectivités locales et il devrait entraîner une amélioration directe des moyens de subsistance des petits agriculteurs et des membres les plus démunis des communautés. Le financement supplémentaire proposé permettra au programme d'élargir son approche du ciblage et d'améliorer les conditions susceptibles de favoriser le développement économique local, grâce à la construction de routes de desserte rurales.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

4. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Ouganda un prêt supplémentaire d'un montant de 11,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 18 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don supplémentaire d'un montant de 1,29 million de DTS (équivalant approximativement à 2 millions d'USD), pour contribuer au financement du programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

5. L'allocation fixée pour l'Ouganda au titre du SAFP est de 17,7 millions d'USD par an, soit 53 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Le prêt faisant l'objet du présent document et le prêt en faveur du programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires¹, appuieront les activités performantes réalisées par le Ministère des collectivités locales, tout en utilisant le solde de l'allocation.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

6. Le Ministère des collectivités locales est le ministère chef de file. Début 2006, ce ministère a élaboré le Plan d'investissement dans les collectivités locales (PICL) pour promouvoir la décentralisation dans le pays. Le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts concourra à la réalisation des objectifs du PICL, en centrant plus particulièrement ses efforts sur le développement économique local

¹ Voir le document EB 2009/97/R.19 également soumis à la présente session du Conseil d'administration.

moyennant l'amélioration des routes de desserte communautaires et le renforcement des structures des collectivités locales.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

7. Fin 2005, la dette extérieure se chiffrait à 4,3 milliards d'USD, dont 93% dus à des institutions financières internationales multilatérales. Au titre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale, le montant total de la dette internationale à rembourser a été ramené à 1,5 milliard d'USD en 2007: l'Ouganda n'a donc plus le droit de recevoir une aide de la Banque mondiale sous la forme de dons. Entre 1998 et avril 2009, le FIDA a contribué à l'allégement de la dette à concurrence de 12,73 millions de DTS en valeur actuelle nette. L'Ouganda a régulièrement remboursé ses prêts jusqu'ici et devrait continuer à faire de même.
8. Le Ministère des collectivités locales s'est révélé être un partenaire d'exécution compétent pour les activités du FIDA en Ouganda. Il a conduit avec succès trois interventions (aujourd'hui clôturées), pour lesquelles le taux de décaissement des prêts du FIDA a atteint 95%. Deux interventions en cours d'exécution (le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts et le programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires) progressent également d'une manière satisfaisante. Le prêt actuel du FIDA en faveur du programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts est décaissé à hauteur de 17%, avec des engagements équivalant à quelque 12% supplémentaires, à 20 mois du début de la phase d'exécution.

Flux de fonds

9. Les montants du prêt et du don du FIDA seront déposés sur les deux comptes spéciaux existants ouverts à la Bank of Uganda. Le Ministère des collectivités locales effectuera des retraits sur ces comptes, avec l'autorisation du Ministère des finances, de la planification et du développement économique, pour alimenter les comptes spéciaux gérés par l'unité de coordination du programme, laquelle réapprovisionnera à son tour les comptes d'exploitation du programme dans les districts. Le flux de fonds reflète les enseignements tirés du PAAD et d'autres programmes exécutés par le Ministère des collectivités locales en Ouganda.

Modalités de supervision

10. Le prêt et le don supplémentaires seront directement supervisés par le FIDA.

Déroptions aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

11. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

12. Pour garantir la transparence dans la gestion financière, le FIDA appuie l'introduction et/ou la modernisation de systèmes de comptabilité informatisés, la formation en gestion financière et le contrôle rigoureux des fonds, par le biais du versement aux districts d'avances fixes qui ne sont pas renouvelées si les pièces justificatives n'ont pas été transmises. Ces mesures sont étroitement surveillées lors des missions de supervision du FIDA.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

13. Deux groupes cibles principaux ont été sélectionnés pour bénéficier des activités de développement agricole et d'encadrement des ménages, mises en œuvre par le programme: i) les ménages pauvres transitoires qui conduisent des activités économiques mais ne sont pas encore tout à fait prêts à participer à des activités à visée commerciale; et ii) les ménages les plus démunis disposant d'actifs limités et d'un choix restreint de moyens de subsistance, qui, pour l'heure, ne participent pas aux activités communautaires ni aux initiatives de développement. Tous les ménages

de la zone du programme bénéficieront de la construction des routes de desserte communautaires.

Méthode de ciblage

14. L'approche du ciblage adoptée par le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts est conforme à la politique de ciblage du FIDA. À compter de 2010/2011, les ressources financières du programme seront principalement allouées aux 30% des sous-cantons les plus pauvres de chaque district (approximativement trois à quatre sous-cantons par district soit, au total, une quarantaine de sous-cantons), selon le classement des sous-cantons réalisé dans l'étude des capacités des communes entreprise sous l'égide du programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts (novembre 2008). Le programme utilisera une méthode pilote d'encadrement des ménages en vertu de laquelle les ménages les plus démunis présentant un potentiel sont encouragés à analyser leurs propres problèmes et à élaborer des solutions, y compris en s'attaquant aux questions de parité hommes-femmes. Au titre de l'approche axée sur le ménage, les membres des familles seront encouragés à entrer dans des groupes afin de gagner de l'assurance et de pouvoir accéder aux services liés aux activités de développement générales.

Participation

15. La méthode d'encadrement des ménages, appliquée aux ménages les plus démunis et aux ménages pauvres transitoires, a été conçue pour les aider à surmonter les barrières culturelles et sociales et pour encourager leur participation aux activités du programme. Les collectivités locales de district seront dotées des moyens de conduire des activités de développement.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

16. Le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts apporte sa contribution dans deux grands domaines thématiques du PICL: le développement économique local et la prestation de services par les collectivités locales. Le but du programme est d'améliorer la qualité et la pérennité des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres dans la zone d'intervention. Les deux objectifs principaux sont: i) donner aux ménages ruraux la capacité d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus; et ii) doter les collectivités locales des moyens d'assurer les services décentralisés².

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

17. Le programme appuie le processus de décentralisation et sa mise en œuvre dans les districts nouvellement couverts, sans perdre de vue son propre objectif qui est de faire en sorte que les ménages les plus pauvres bénéficient des activités de développement local. Pour surmonter les contraintes spécifiques que les pauvres rencontrent lorsqu'ils souhaitent participer aux activités de développement économique générales, le programme favorisera l'autonomisation des personnes et des groupes grâce à la méthode d'encadrement des ménages.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

18. Le programme soutient l'objectif d'autonomiser les ruraux pauvres afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus et leur patrimoine, objectif qui est énoncé dans le programme d'options stratégiques pour le pays de 2004. Il est également conforme au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 pour ce qui est de renforcer la capacité d'organisation des pauvres de développer leur aptitude à créer du capital social et humain et de soutenir l'activité économique.

² Le cadre logique du programme a été modifié pour refléter les objectifs et composantes révisés (voir l'appendice II).

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

19. Le programme appuie l'exécution par le gouvernement du Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté et, plus spécifiquement celle du PICL qui vise à promouvoir la décentralisation et le développement économique local. Les activités agricoles du programme reflètent les objectifs et l'approche formulés dans le Plan de modernisation de l'agriculture, un programme public qui insiste particulièrement sur la création de valeur ajoutée au niveau de l'exploitation.

Harmonisation avec les partenaires du développement

20. Le Ministère des collectivités locales a travaillé en étroite collaboration avec les bailleurs de fonds à la mise en forme définitive du PICL, au sein du groupe de travail de donateurs sur la décentralisation, et le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts fait partie des programmes chapeautés par le PICL. Le programme sera exécuté par l'entremise des structures administratives du ministère aux niveaux du district et du sous-canton. Le prêt supplémentaire a fait l'objet d'un examen avec les bailleurs de fonds partenaires.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

21. Le prêt supplémentaire proposé est destiné à financer les routes de desserte communautaires. En tenant compte du prêt supplémentaire, le financement des composantes se décompose comme suit: i) infrastructures communautaires (48% des coûts de base); ii) développement communautaire (8%); iii) agriculture et gestion des terres, y compris les activités pilotes relatives au régime foncier (21%); iv) exécution aux niveaux du district et du sous-canton (11%); et v) coordination du programme, y compris le suivi et évaluation (12%)³. Les fonds seront décaissés pendant la période d'exécution de sept ans prévue initialement, qui s'achève le 31 décembre 2014.

Catégories de dépenses

22. Le prêt supplémentaire financera des travaux de génie civil. La ventilation des dépenses par catégorie est la suivante: i) travaux de génie civil (48% des coûts de base); ii) véhicules, équipement et matériel (9%); iii) études, ateliers, démonstration et formation (16%); iv) services et assistance technique nationale sous-traités (7,3%); v) dons en faveur de la réduction de la pauvreté (6%); et vi) dépenses de fonctionnement (11,7%). Il est prévu que les dépenses s'effectuent en grande partie localement. Les bénéficiaires fourniront un montant équivalent à 1,2% environ des coûts, au titre du financement des dons destinés au développement des entreprises.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

23. Le Ministère des collectivités locales sera l'organisme d'exécution chef de file, tandis qu'une unité de coordination du programme sera chargée de l'exécution au quotidien. Les autres ministères participant à l'exécution du programme (finances; terre, eau et environnement; travaux publics et transport; parité, travail et développement social; et agriculture, élevage et pêche) siègeront au comité des politiques interministérielles du programme. Le programme collabore avec le programme national de services de conseils agricoles⁴.

³ Les principaux changements dans la conception sont les suivants: i) le développement des infrastructures finance désormais pour l'essentiel les routes de desserte communautaires, qui seront améliorées pour répondre aux normes de résistance par tous les temps, tandis que les investissements dans l'eau et l'assainissement ont été éliminés après l'exercice financier 2009/2010 parce que d'autres donateurs ont affecté à ce poste des dons suffisants; et ii) les activités de finance rurale ne seront plus couvertes par le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts mais seront dûment reprises par le programme relatif aux services financiers ruraux, financé par le FIDA.

⁴ Cofinancé par le FIDA et la Banque mondiale depuis 2000.

Responsabilités en matière d'exécution

24. Le Ministère des collectivités locales assumera la responsabilité globale de l'exécution du programme tandis que les districts en assureront l'exécution sur le terrain. Au niveau des districts, l'exécution sera coordonnée par l'unité de planification locale, le bureau financier, le comité de planification technique et le bureau de l'administrateur en chef. Le responsable de la planification du district sera nommé coordinateur du programme pour son district et sera chargé du suivi et de l'établissement des rapports. Les modalités de fonctionnement et les conditions d'exécution seront énoncées dans des manuels d'exécution au niveau du district. Les services de développement des sous-cantons et des districts seront chargés du développement communautaire. La construction des routes de desserte communautaires sera réalisée par des entrepreneurs privés, supervisés par les comités de développement communal et sous-cantonal et les services chargés des travaux publics au niveau du district. Les services des districts en charge de la production et des ressources naturelles se verront confier les activités liées à l'agriculture et à la gestion des terres.

Rôle de l'assistance technique

25. Le personnel de l'assistance technique appuyant l'exécution du programme sera recruté aux plans national et local, pour un montant de quelque 5,9 millions d'USD, dont 60% environ seront financés par le prêt du FIDA, le solde étant financé par le don du FIDA alloué aux activités d'encadrement des ménages.

Situation des principaux accords d'exécution

26. Des mémorandums d'accord seront conclus entre le Ministère des collectivités locales et chaque district, et entre les districts et les sous-cantons. Le programme proposé collaborera au niveau des districts avec les services de conseils agricoles nationaux.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

27. Le programme est étroitement intégré dans le PICL, dont il appuie les activités dans les domaines de la décentralisation et de la gouvernance locale. On estime que le montant total de l'aide des bailleurs de fonds accordée au Ministère des collectivités locales se chiffre à quelque 50 millions d'USD par an, dont un tiers environ provient des deux programmes financés par le FIDA. Le cofinancement attendu du Fonds belge de survie ne s'est pas matérialisé car, en 2006, l'indicateur du développement humain pour l'Ouganda a dépassé 0,50, valeur supérieure limite pour qu'un pays puisse bénéficier d'un don du Fonds belge de survie.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

28. Le principal bénéfice sera la sécurisation des actifs des ménages dans les sous-cantons sélectionnés. Quelque 200 000 ménages bénéficieront du développement des infrastructures, tandis que 50 000 ménages environ devraient tirer des avantages directs du développement de l'agro-industrie et des dons visant l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Viabilité économique et financière

29. Les revenus familiaux devraient augmenter de 50%, sous réserve de l'adoption de la totalité des recommandations du programme. Le taux de rentabilité économique calculé pour le programme est estimé à 16,3% et est peu sensible à l'évolution des coûts, des bénéfices et du calendrier d'exécution.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

30. La gestion des savoirs met l'accent sur l'apprentissage et la diffusion des connaissances au niveau du terrain. Dans le cadre du don du FIDA, les résultats et les enseignements tirés du PAAD ont été compilés et partagés avec d'autres districts. Les principaux mécanismes de gestion des savoirs seront l'instauration d'un dialogue régulier entre les districts, la tenue de réunions trimestrielles d'examen approfondi et l'organisation d'ateliers de district et d'ateliers nationaux.

Innovations en matière de développement

31. Des activités de conseil intensives seront réalisées en application de la méthode d'encadrement des ménages pour garantir la participation des catégories les plus pauvres et des femmes. Cette démarche qui caractérisait déjà le PAAD est encore affinée dans le cadre du programme en cours. Le programme est également l'une des premières opérations financées par le FIDA visant à dissiper le flou qui entoure les dispositions du régime foncier, conformément aux nouvelles politiques du gouvernement.

Approche d'élargissement

32. Le FIDA a financé des activités d'appui dans cinq districts de l'Ouganda au titre du PAAD et a apporté son soutien à une démarche similaire mais modifiée dans le cadre du programme de modernisation agricole au niveau local (cofinancé avec la Banque africaine de développement). Le programme proposé étend la zone d'intervention de 5 à 13 districts. Les enseignements seront également partagés au sein des groupes de donateurs partenaires intervenant dans le développement local, afin que l'approche puisse être reproduite à plus grande échelle par d'autres bailleurs de fonds.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

33. Le risque principal tient au défi posé par la promotion de la participation des catégories les plus pauvres aux initiatives de développement générales. La méthode d'encadrement des ménages adoptée par le programme vise à aider les membres des ménages pauvres à acquérir l'assurance et l'attitude que cette participation requiert, tout en s'attaquant aux questions de parité hommes-femmes. Un autre risque est lié à la faible capacité locale de générer des revenus et à l'allocation budgétaire fournie par le gouvernement central, insuffisante pour assurer la pérennité des activités dans cette zone. Un dialogue actif est toujours en cours, à la fois avec le groupe de donateurs et entre le FIDA et le Ministère des collectivités locales pour garantir l'allocation de fonds publics.

Classification environnementale

34. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé dans la catégorie B car il ne devrait pas avoir d'effets préjudiciables importants sur l'environnement.

K. Durabilité

35. Les activités appuyées au niveau du ménage et de l'exploitation agricole devraient devenir autonomes après 18 mois environ. En ce qui concerne les activités du gouvernement, les dépenses de fonctionnement à la charge de l'État sont estimées à 1,3 million d'USD, soit 100 000 USD par district, ce qui représente 5% des dépenses de fonctionnement annuelles des districts. Ce montant sera couvert par les recettes des districts et les allocations budgétaires nationales. Le programme contribuera notablement à la génération locale de revenus.

II. Instruments juridiques et autorité

36. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti au pays emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
37. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
38. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à onze millions six cent mille droits de tirage spéciaux (11 600 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un don supplémentaire d'un montant équivalant à un million deux cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (1 290 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

APPROUVE: la modification de l'accord de financement existant pour le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts, afin de refléter les changements décrits dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 31 July 2009)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Programme Title: District Livelihoods Support Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Uganda (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower/Recipient and the Fund have entered into a Programme Financing Agreement dated 2 August 2007 (the "2007 Programme Financing Agreement") for the purpose of providing a loan (IFAD Loan No. 707 UG) (the "2007 Loan") and a grant (IFAD Grant No. 895 UG) (the "2007 Grant") (together the "2007 Financing") to finance the Programme; and

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested further financial assistance and the Fund has agreed to provide a supplementary loan and grant to provide additional financing for the Programme.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

- 1 (a) The amount of the Loan is eleven million six hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 11 600 000).
(b) The amount of the Grant is one million two hundred ninety thousand Special Drawing Rights (SDR 1 290 000).
- 2 The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.

- 4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
- 5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December, with payments of principal commencing on 1 December 2019.

Section C

- 1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Local Government of the Borrower/Recipient.
- 2. The Programme Completion Date shall be 24 October 2014.

Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

- 1. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal: (i) disbursements under Category I will commence only once the category allocation for civil works under the 2007 Financing has been utilised up to 80%; (ii) disbursement under Category V(b) will commence only once guidelines satisfactory to IFAD have been prepared.
- 2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
- 3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

For the Borrower/Recipient:

(Name)
 International Fund for Agricultural Development
 Via Paolo di Dono 44
 00142 Rome, Italy

(Name)

This Agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund

For the Borrower/Recipient

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

The Programme description and implementation arrangements shall be the same as those set forth in the 2007 Programme Financing Agreement, as such may be amended from time to time.

Schedule 2*Allocation Table*

Allocation of Loan and Grant Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category.

| Category | Loan Amount Allocated (expressed in SDR) | Grant Amount Allocated (expressed in SDR) | Percentage |
|--|---|--|-------------------|
| I. Civil Works | | | |
| (a) Roads and Waterworks | 10 000 000 | | 100% net of taxes |
| (b) Buildings | | | 100% net of taxes |
| II. Vehicles, Equipment and Materials | | | 100% net of taxes |
| III. Training, Workshops, Audits and Studies | | | |
| (a) Paragraphs 3, 4 & 5 of Schedule 1 | | 170 000 | 100% net of taxes |
| (b) Paragraph 6 of Schedule 1 | | | 100% net of taxes |
| IV. Technical Assistance | | | |
| (a) Paragraphs 3, 4 & 5 of Schedule 1 | | | 100% |
| (b) Paragraph 6 of Schedule 1 | | 520 000 | 100% |
| V. Sub Grants | | | |
| (a) Paragraph 3.3 of Schedule 1 | | | 100% |
| (b) Food Security Production Grant (Paragraph 6 (e) of Schedule 1) | | 600 000 | 100% |
| VI. Incremental Operating Costs | | | |
| (a) Allowances | | | 100% |
| (b) Supervision of Civil works and other Administration costs | | | 100% net of taxes |
| (c) Vehicle Operating Costs | | | 100% net of taxes |
| Unallocated | 1 600 000 | | |
| TOTAL | 11 600 000 | 1 290 000 | |

Key reference documents

Country reference documents

Uganda Agriculture and Rural Sector Review. AfDB, Agriculture and Rural Development Department 2005.

The Spatial Trends of Poverty and Inequality in Uganda: 2002-2005. J. B. Male-Mukasa, . Bureau of Statistics. Uganda

The Local Government Sector Investment Plan (LGSIP) 2006-2016. Ministry of Local Government. June 2006.

Support to Enhance Targeting under the Plan for Modernization of Agriculture. PMA Targeting Study. Draft Report on Needs Assessment Study of farmer categories and developing a differentiated strategy for a plan of action 2008.

IFAD reference documents

Uganda: Country Strategy and Opportunities Paper. IFAD _____, September 2004.

District Livelihoods Support Programme. Appraisal Report. Volumes I. and II. IFAD Report No.1879. Rome, Italy. May 2007.

District Livelihoods Support Programme. Manual for Implementation at Parish Level. Ministry of Local Government. Kampala, Uganda. December 2008.

District Development Support Programme. Achievements and Lessons Learnt. Ministry of Local Government. December 2006.

District Development Support Programme. Programme Completion Report. The DDS Liaison Office. Ministry of Local Government. March 2007

Area-based Agricultural Modernization Programme 2002 – 2008. Project Completion Report. Ministry of Local Government. December 2008

Area-based Agricultural Modernization Programme. Impact Assessment. Final Report. Ministry of Local Government. August 2008

IFAD's Performance and Impact in Decentralizing Environments: Experiences from Ethiopia, Tanzania and Uganda. Thematic Evaluation. IFAD Report No.1641. Rome, Italy. July 2005.

Performance Evaluation of National Agricultural Advisory Services (NAADS). ITAD Ltd. Hove, UK. June 2008

Impact Evaluation and Returns to Investment of the National Agricultural Advisory Services (NAADS). Programme of Uganda. International Food Policy Research Institute, Washington, USA, NAADS Secretariat, Kampala, Uganda, and Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASARECA), Entebbe, Uganda. October 2008

Logical framework

| Hierarchy of Objectives | Key Indicators and Targets | Means of Verification | Critical Assumptions |
|---|---|--|---|
| Development Goal: | | | |
| Improved standard and sustainability of livelihoods of poor households in the rural areas within the Programme area. | <ul style="list-style-type: none"> 200 000 HHs (equivalent to 1.2 mill. poor people) with increase in household asset ownership: (incl. physical, production, human, financial and social assets). 15% of HHs with improvements in household assets ownership index. 20% of HHs reporting increased food security. 10 % decrease in prevalence of child malnutrition (below the age of 5 years old) (h/a, w/a, w/h). | RIMS Baseline Survey RIMS Midterm-Report RIMS Completion Report Programme M&E database. | Political stability maintained, security improved and consistent adherence to policy. |
| Purposes/Development Objectives: | | | |
| Empowering rural households to increase their food security and incomes. | <ul style="list-style-type: none"> 90% of road beneficiaries/local communities reporting satisfaction (effectiveness and sustainability) with the access roads three years after completion 75% of the poorer mentored HHs attain: <ul style="list-style-type: none"> Increase in household food security; Improvement in household assets; Increase in household income. Membership satisfaction analysis of benefit received from their institution. 80% FAL participants certified. 80% of members of farmer groups/production associations with increased yield and cash income from market-driven primary production and enterprises by 5-10%. 5% of HHs registered with land certificate at MTR and 10% at DLSP completion in the pilot sub-counties. 60% of Sub-county Development Plans have improved in their quality (reflecting community needs). | HH Survey (questionnaire baseline and upon HH 'graduation'). Case studies. Farmer groups questionnaire (prior to obtaining grant and training and 2 years after). District Land Registry. Sub-county 3 year Development Plan. Districts' analysis of DLSP funded interventions. | Government continues to follow its proposed National Development Plan, LGSIP and decentralisation policies and ensures their adequate funding. |
| Empowering local governments to deliver decentralised services to rural communities. | | | |
| Main Outputs by Component: | | | |
| 1. Community Access Roads: Construction and rehabilitation of community access roads. | <ul style="list-style-type: none"> 2 400 kilometres of community access road opened/rehabilitated for about 300 stretches of road. 300 Road Committees formed and/or strengthened. 75 000 people benefiting from improved road access. | Construction contracts. District Contracts Committee minutes. Contract supervision/progress reports. Technical Department records, reports. AWPBs and Progress reports. | A sufficient number of reliable contractors are engaged to work on the community access roads; Their work is subject to sound supervision in order to ensure timeliness and a quality product; and Roads committees are able to mobilise local communities to participate in the maintenance of community access roads. |
| 2. Agriculture Development: 2.1. Agriculture Production and Enterprise Development. On-farm demonstrations. Training in production technologies. Entrepreneurship training. Enterprise development grants for transitory poor groups. Food security production grants for poorer mentored HHs. Poorer mentored HHs trained in basic farming skills through their formed clusters. 2.2. Land Tenure. Strengthening Area Land Committees. Strengthening District Land Boards. Community's sensitisation in land tenure rights. Disseminating information. | <ul style="list-style-type: none"> 312 on-farm demonstrations hosted. 15 600 farmers (equivalent to 624 farmer groups/producer associations) trained in entrepreneurship. 15 600 farmers (equivalent to 624 farmer groups/producer associations) trained in production and post-harvest. 624 enterprise development grant proposals prepared and approved. 17,280 food security production grants provided for individual poorer mentored HHs (40% hereof women). 17 280 poorer mentored HHs trained in basic farming skills through 3,456 clusters. (average of 5 per cluster) 39 Area Land Committees trained and equipped 13 District Land Boards trained and equipped. 25 000 individuals sensitised in land tenure rights. (equivalent to 312 communities with an average of 80 individuals per community meeting) 52 awareness raising events on land tenure rights (1 per pilot s/c per yr.) | Sub-county agricultural component focal point – training records. District Production Coordinator and sub-county records. AWPBs and progress reports. Farm association register and records. Land Registers, District Land Board reports. AWPBs and Progress reports. | Farmer groups and producer associations are responsive to advisory services and market opportunities; Opportunities exist for establishing and developing viable businesses; The process for approving competitive matching grants is timely and effective; and Food security production grants are targeted to the poorer and inputs delivered in a timely manner; Sensitisation and practical actions will be appropriate to assist the poor, and women, to establish and formalise their land rights; and The registration of land use rights will be carried through without inordinate delay or obfuscation by the authorities; Government assures that its Land Policy, Land Use Policy and Domestic Relations Bill are approved and put into action. |
| 3. Community Development: Community resource people trained. Mentoring of poorer HHs. FAL courses. Farmer groups/producer associations strengthened in group organisation and leadership skills. | <ul style="list-style-type: none"> 624 household mentors and 624 FAL instructors training and facilitated. 17 280 poorer HHs identified and mentored by the household mentors. 624 bicycles distributed to household mentors 46 800 FAL learners enrolled. (15 participants x624 FAL inst.x5yr.) 15 600 farmers (30% hereof women) (equivalent to 624 farmer groups/producer associations) trained in group organisation and leadership skills. | Regional Programme Officer of the UCAA as well as district CDO contracts FAL records and certifications attained at sub-county level. Sub-county technical planning committee records. AWPBs and progress reports. | And |
| 4. District, Sub-county Support. Local Government Departments enabled to operate effectively. | <ul style="list-style-type: none"> 13 Districts and 39 sub-counties equipped and mobilised. 65 district and sub-county officials trained in planning, M&E, accounting and HH mentoring methodology DLSP fund allocation and utilised according to DLSP's, Districts' and sub-counties' AWPBs. | District DLSP accounts and register records District audit, meeting records District records. Supervision, progress reports | District, sub-county commitment to DLSP deliverables. DLSP preferential funds allocation formula in use for each district. |

All results measures to be disaggregated by gender where possible

